

CAHIER
C

L'ÉCONOMIE EN 1986



UN POTENTIEL IMMENSE À DÉVELOPPER

◆ Le Québec dispose d'un potentiel économique énorme. Mais la mise en valeur de cette richesse collective représente un défi de taille lorsque les marchés mondiaux se resserrent ou que la rivalité entre les partenaires d'un même secteur est très vive. Or, la structure économique du Québec a toujours reposé essentiellement sur ses réserves importantes de matières premières. C'est donc dans la mise en valeur de nos sols, du sous-sol et de la richesse collective disponible sous forme de main-d'oeuvre et de capitaux qu'il faudra trouver encore une fois l'énergie susceptible d'enclencher la reprise. Mais, comme le démontrent les textes de tous les journalistes du SOLEIL qui ont participé à la préparation de ce cahier, il reste encore des difficultés à aplanir dans chacun de ces secteurs.

SOUS-SOL

Les ressources minérales du Québec ne sont plus aussi stratégiques qu'elles ne l'étaient jadis, sur les marchés internationaux. Le Québec peut-il recevoir de nouvelles alumineries? Existe-t-il toujours un marché pour l'amiante? La Côte-Nord est-elle condamnée? L'activité minière dans son ensemble a-t-elle un avenir au Québec?

L'AGRO-ALIMENTAIRE

Les Québécois consacrent plus du quart de leurs revenus à se nourrir. Il s'agit d'un marché de \$8,5 milliards uniquement dans la distribution alimentaire. Pourtant, l'agriculture du Québec semble actuellement

menacée par la concurrence étrangère (libre-échange) et celle qui vient de l'Ouest... Les pêcheurs québécois sont confrontés à des coûts d'opération énormes et leurs recettes stagnent.

LA RESSOURCE FORESTIÈRE

La forêt a toujours été et continue d'être notre principale richesse renouvelable. Mais on réalise que cette ressource n'est pas inépuisable. Quels sont les enjeux et les défis que l'on espère relever avec la politique forestière qu'on nous promet pour 1986? Cette démarche risque-t-elle de soutenir ou de compromettre la stratégie de développement des in-

dustriels des pâtes et papiers et du sciage?

LE CAPITAL ET LA MAIN-D'OEUVRE

Au fil des ans, l'Etat québécois s'est doté de nombreuses sociétés dans le but de gérer ses capitaux mais surtout d'intervenir dans des secteurs stratégiques de l'économie pour les influencer ou les contrôler entièrement.

Mais voilà qu'on réévalue publiquement la pertinence de plusieurs de ces sociétés. Que représente cet exercice? Du côté de la main-d'oeuvre, on assiste à des réajustements. Les industries de transformation font des mises à pied et le secteur des services croît rapidement. On réclame de plus en plus de main-d'oeuvre spécialisée. Quelles seront les conséquences de ces ajustements sur la masse de travailleurs besogneux et peu exigeants qui ont contribué à bâtir la province?

— Marc LESTAGE



Un défi de taille pour l'Etat québécois

Revoir l'utilisation des forêts publiques

Le gouvernement du Québec fait actuellement face à un défi de taille, redonner aux Québécois une forêt publique qui puisse remplir tous les rôles qu'ils sont en droit d'en attendre: fournir la matière première à l'industrie forestière, répondre aux exigences du loisir de plein air, permettre l'utilisation des ressources qu'elle abrite, contribuer à la perpétuation et au maintien de la diversité des espèces, favoriser la connaissance de la nature, etc.

par Raymond GAGNE

Le ministère de l'Énergie et des Ressources propose donc, depuis 1984, une nouvelle politique forestière. L'objectif est emballant: "Bâtir une forêt pour l'avenir."

Il faut dire que l'Etat n'a plus le choix. La forêt privée montre des signes évidents de faiblesse. L'exploitation industrielle a tiré le meilleur de la forêt publique.

Pendant plus d'un siècle, celle-ci a subi les pires sévices: absence de gestion adéquate, ravages des insectes, détérioration par les coupes abusives et la machinerie lourde,

surexploitation de peuplements, précipitations acides, etc. Elle est au bord de l'épuisement.

"La forêt québécoise n'a pas été exploitée comme une ressource renouvelable mais comme une mine de fer" disait, l'automne dernier, Guy Lemieux, responsable de la direction de la gestion du territoire au MER et docteur en écologie.

L'ex-ministre délégué aux Forêts, Jean-Pierre Jolivet précisait que, dans le cas des résineux, les engagements de l'Etat envers l'industrie forestière étaient de 31 millions de mètres cubes alors que la forêt ne peut en fournir annuellement que 21 millions de mètres cubes sur une base continue.

Et s'il fallait parler des feuillus, Lemieux dirait sans doute qu'ils sont flueus au point de n'être guère bons qu'à produire des "deux par quatre".

Donc, un coup de barre vigoureux s'impose sinon l'industrie forestière manquera de matière ligneuse. Eventuellement à court terme. Avec les conséquences qu'une telle situation présuppose: perte de capacité concurrentielle, stagnation

et peut-être régression de l'industrie, pertes d'emplois, appauvrissement collectif et diminution de la qualité de vie.

La fin d'un mythe

Au même moment, un mythe séculaire disparaît et, ce faisant, justifie d'autant la restauration de la forêt québécoise.

L'Etat réalise que la récolte et la transformation du bois ne sont pas les seules voies économiquement et socialement rentables d'utiliser la forêt.

Il est vrai que 23 pour 100 des biens exportés par le Québec proviennent de la forêt (\$3,4 milliards en 1982); que le secteur des pâtes et papiers a produit à lui seul, en 1984, 7,1 millions de tonnes métriques ou 29,4 pour 100 de la production canadienne et 3,4 pour 100 de la production mondiale; que l'industrie forestière verse annuellement dans les coffres d'Ottawa et de Québec près de \$700 millions et que, plus de 250,000 Québécois profitent, bon an mal an, directement ou indirectement de l'apport économique de l'industrie.

Il est non moins vrai que la pratique des sports de plein air, l'observation de la nature, la chasse, la pêche, la villégiature mises ensemble, produisent autant de dollars et concourent autant à une meilleure qualité de vie que l'exploitation de la matière ligneuse. A elle seule, la villégiature génère annuellement au-delà de \$1,2 milliard.

"La transformation de la société québécoise, l'amélioration du niveau de vie des citoyens, l'importance accrue des loisirs et la recherche d'une meilleure qualité de vie impliquent une gestion forestière axée non seulement sur la satisfaction des besoins industriels mais aussi sur la satisfaction des autres besoins de l'ensemble de la collectivité" reconnaît l'ex-ministre Jean-Pierre Jolivet qui tentait de

justifier la nouvelle politique forestière.

Une gestion qui doit également permettre à la forêt de remplir toutes ses fonctions écologiques, cet apport à la qualité d'un milieu comme le Québec complètement ignoré depuis un siècle et plus mais énorme au point d'être intangible et impossible à évaluer en dollars.

Guy Lemieux énumère certaines

de ses caractéristiques: milieu qui supporte les arbres, favorable au développement des populations animales auxquelles il offre des habitats diversifiés. Mosaïque de villages d'âges différents; régulateur exceptionnel du régime des eaux; agent protecteur des sols contre l'érosion; protecteur des eaux contre la sédimentation; agent de protection de l'habitat des truites et

saumons; agent de protection des eaux contre le réchauffement; milieu de prédilection pour la vie de plein air; milieu privilégié pour la chasse et la pêche, etc.

Et Jean-Pierre Jolivet dit encore: "Il nous faut désormais apprendre à gérer l'écosystème forestier dans son ensemble et non plus uniquement comme une source de matière ligneuse."

Incertitude quant à une volonté réelle d'instaurer une gestion polyvalente de cette ressource

L'incertitude demeure quant à la volonté politique réelle de l'Etat d'instaurer pour l'avenir une gestion intégrée de la forêt québécoise.

par Raymond GAGNE

Certains des gestes, certaines attitudes du gouvernement sèment l'incertitude.

L'établissement d'un programme annuel de reboisement de 300 millions de plants est parmi ceux-là. Il coûtera cher de le réaliser, dit-on. Il représente une menace à la diversité des habitats. Il conduira à de grandes monocultures. La forêt sera rendue vulnérable face à de nouvelles maladies ou à l'action d'insectes dont on ignore encore le comportement.

L'ingénieur forestier Gaston Déry s'interroge à ce sujet: "Les arbres mis en terre, dit-il, seront presque exclusivement des résineux et, en l'occurrence, de l'épinette blanche. Est-ce que cette méthode constitue une approche favorable pour éviter d'autres épidémies de la tordeuse et cet enrésinement des forêts est-il en conformité avec l'écologie des forêts?"

Déry s'inquiète également des suites de l'entente de \$300 millions intervenue entre Ottawa et Québec en 1985.

Celle-ci prévoit les budgets suivants: \$190 millions pour l'aménagement de la forêt publique; \$90 millions pour l'aménagement de la forêt privée; \$4 millions à l'aménagement des pépinières du MER et \$6 millions pour la gestion, les communications et l'évaluation du programme de reboisement.

Au sujet de la forêt privée, l'ingénieur forestier souligne "qu'on prévoit uniquement de la plantation et on n'alloue pas de fonds pour l'aménagement".

"Dans la forêt publique, dit encore Gaston Déry, on prévoit seulement \$9 millions pour l'entretien. Puisque l'on utilise désormais uniquement des moyens mécaniques et non chimiques pour contrôler l'invasion du framboisier, dit-il, il est facile de supposer que les 300 millions de plants seront peu ou pas entretenus."

Et Déry ajoute: "En fait, l'entente Canada-Québec permet uniquement de réaliser le programme de plantation, du gouvernement et ne pourra solutionner à moyen terme les nombreux autres problèmes que vit actuellement le secteur forestier."

Autre problème, l'industrie forestière hésite à s'impliquer dans le programme de reboisement. A partir de janvier 1987, elle devrait produire 70 millions de plants pour que l'objectif du programme puisse être atteint.

Or, "pour l'instant, reconnaît le MER, les compagnies forestières n'ont pas encore commencé à produire des plants pour fins de reboisement sur les forêts publiques".

"Deux entreprises, avoue-t-on, ont commencé à négocier des ententes avec le ministère." Plusieurs autres auraient demandé de l'in-

formation. Et nous sommes à 11 mois de l'échéance.

La polyvalence

De son côté, Guy Lemieux s'interroge au sujet de la pleine reconnaissance du caractère polyvalent de la forêt.

"Il semble, fait-il remarquer, qu'on entretienne encore la crainte non justifiée que l'exploitation forestière ne peut être rentable s'il faut tenir compte des autres vocations du territoire."

Dans un plan d'affectation des terres publiques, le MER a en effet déterminé, parmi trois catégories, des zones où la production forestière est prioritaire. Et il s'agit de la superficie boisée la plus importante.

Lemieux s'inquiète également de la question de la concertation. Il est d'avis que tous les ministères impliqués dans l'utilisation du territoire forestier devraient contribuer aux décisions des gestionnaires.

Des questions sont aussi soulevées au sujet de la voirie forestière, de la nature du Conseil permanent de la forêt que propose le MER et sur d'autres points importants.

Ainsi, le Collectif forêt-intervention, regroupant des ingénieurs forestiers et des diplômés en génie forestier, constate l'absence des travailleurs forestiers, des amateurs de plein air, des villégiateurs et des résidents des régions forestières dans le processus de mise en place de la nouvelle politique. Aux yeux du groupe, celle-ci marque plus la continuité qu'un véritable changement.

Et Guy Lemieux demande: "Que nous réserve maintenant l'avenir?" Pour l'instant, semble-t-il, la question reste posée.



L'industrie forestière hésite à s'impliquer dans le programme de reboisement des forêts du Québec.

Est-il avantageux d'acheter son REER dans une compagnie d'assurance ?

Qui, de nos jours, n'a pas entendu parler de REER ! À cette période de l'année, les journaux foisonnent d'information sur tout ce qui concerne les régimes enregistrés d'épargne-retraite.

Devant cette masse d'information, il devient difficile de se faire une idée claire des avantages et des inconvénients à acheter son REER dans telle ou telle institution financière.

Nous aimerions vous parler des REER des compagnies d'assurance. Peu de gens connaissent leurs avantages. Pourtant, ils sont nombreux.

SÉCURITÉ :

Les compagnies d'assurance ont été les premières institutions financières à offrir des rentes au public. Lorsqu'en 1957, la législation a permis l'enregistrement des régimes individuels de retraite, notre industrie s'était déjà établie une sérieuse réputation de solidité et de fiabilité.

Personne n'a jamais été lésé, au Canada, par une compagnie d'assurance- vie qui n'aurait pas respecté ses engagements contractuels. Acheter son REER dans une compagnie d'assurance, c'est savoir que les fonds accumulés sont en parfaite sécurité et sont gérés par une institution financière qui possède une solide expertise dans la gestion des fonds à long terme.

INSAISSISSABILITÉ :

Selon la désignation du bénéficiaire, un REER acheté dans une compagnie d'assurance peut être insaisissable, c'est-à-dire qu'aucun créancier ne peut y accéder quels que soient les problèmes financiers de l'acquéreur. Ce n'est pas le cas des REER achetés dans les autres institutions financières.

FLEXIBILITÉ :

Les REER des compagnies d'assurance jouissent d'une très grande flexibilité quant aux sommes versées périodiquement, aux retraits, aux options à la retraite, etc.

OPTIONS À LA RETRAITE :

Seules les compagnies d'assurance peuvent offrir des rentes viagères, c'est-à-dire un revenu de retraite garanti la vie durant. De plus, lorsque vous avez acheté votre REER dans une compagnie d'assurance, sa transformation en rente viagère se fait sans frais.

SERVICE PERSONNALISÉ :

Quoi de plus frustrant que d'attendre en file pour obtenir de l'information par un personnel non spécialisé sur un placement aussi important qu'un REER.

Par ailleurs, quoi de plus intéressant que d'avoir le loisir d'examiner le pour et le contre de cet achat avec un professionnel capable de faire l'évaluation de vos besoins à l'heure et à l'endroit qui vous conviennent. Et ce même professionnel, l'assureur-vie, se fera un devoir, l'an prochain, de vous faire penser à acheter votre REER. A votre retraite, vous vous en félicitez.

Tous ces avantages vous sont offerts à des taux concurrentiels.

Avant de fixer votre choix sur un REER, rendez-vous donc service : renseignez-vous sur les plans offerts par les compagnies d'assurance.

Que ce soit à cause de la sécurité du placement, de la flexibilité, des options à la retraite ou du rendement, un REER acheté dans une compagnie d'assurance vous offre ce qu'il y a de mieux. Pensez-y.

Cette information vous est offerte par le Centre d'Information de l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes (ACCAP). Vous pouvez nous rejoindre gratuitement en composant le 1-800-361-8070.



Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.

DISTRIBUTEUR AUTORISÉ / AUTHORIZED DEALER

Apple IBM
EPSON COMPAQ
hp HEWLETT PACKARD
GRID

PARMIC
CENTRE DE MICRO-INFORMATIQUE

place des quatre-bourgeois
999, de Bourgogne, Sainte-Foy
Québec, G1W 4S6
Téléphone: (418) 659-3858

Heures d'affaires
Lundi au vendredi de 9h à 17h30.

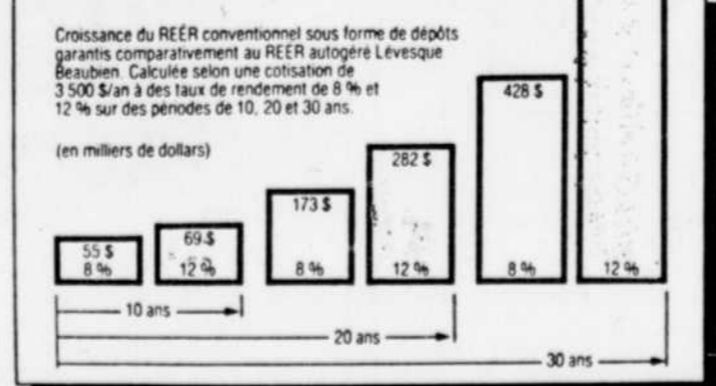
Comment faire plus d'argent

en toute sécurité

REER autogéré

Placer son argent dans un REER, c'est bien. Mais cotiser à un REER autogéré de Lévesque Beaubien, c'est encore mieux. Voici les avantages qui font toute la différence.

- **Flexibilité**—Vous choisissez vous-même vos placements dans le régime.
- **Rendement supérieur**—Cette grande flexibilité vous permet d'obtenir un rendement encore plus élevé sur votre épargne.
- **Sécurité**—Vous profitez des conseils et de l'expérience d'une maison hautement reconnue pour la gestion de votre portefeuille. Chez Lévesque, Beaubien, vous pourriez être encore plus riche à la retraite.



Pour plus de renseignements sur notre REER autogéré, appelez-nous dès aujourd'hui, à frais virés, au numéro: (418) 529-1771

C'est reconnu, c'est sûr ! **LÉVESQUE, BEAUBIEN INC.**
DEPUIS 1902

Brault, Guy, O'Brien Inc.

Valeurs de placement
1126, chemin Saint-Louis, bureau 100
Québec (Québec) G1S 1E5
Téléphone: (418) 688-0000
Fondée en 1933

BGO COMPTE CINQ GRANDS SERVICES:

1. Financements gouvernementaux
2. Financements municipaux et parapublics
3. Financements d'entreprises
4. Portefeuille d'institutions
5. Portefeuille de particuliers:

- Achats et ventes:
 - Actions ordinaires et privilégiées
 - Obligations corporatives et gouvernementales
 - Options
 - Unité de fonds de forage
 - Unité de fonds immobilier
 - Fonds mutuel d'obligations, d'actions et mixte
- RÉA • REÉR • RPE • REÉR hypothèque
- Planification fiscale et financière
- Programmes d'investissement
- Gestion de portefeuille

SUPER CRISTAL XT
Le seul à combiner deux grands avantages:

- Le prix
- La compatibilité avec IBM

— Microprocesseur XT 16 bits 8088 — 8 sorties I/O — 150 watts — **256 K RAM** extensible jusqu'à 640 K — carte contrôleur de disques — 2 lecteurs de disquettes double côté, double densité 360 K — clavier 5050 — carte graphique haute résolution — moniteur monochrome — cours **GRATUIT** sur environnement DOS.

1 895\$

Livraison et installation gratuites à l'achat d'un contrat d'entretien de 12 mois, pour une couverture complète de 15 mois.

SUPER CRISTAL XT-20
— Microprocesseur XT 16 bits 8088 — 8 sorties I/O — 150 watts — **640 K** — 1 lecteur de disquette 360 K — carte multifonction — sortie série, parallèle et jeux — 1 disque rigide **20 MB** avec contrôleur — clavier 5050 — carte graphique haute résolution — moniteur monochrome — cours **GRATUIT** sur environnement DOS.

— Logiciels: 6 programmeurs et analystes à votre disposition pour la construction, l'installation ou l'entretien de vos logiciels — Imprimantes: Epson - Centronics - HP - Okidata — Universitaire, venez nous voir! Confiez tous vos besoins informatiques aux experts de Progisys

SALLE DE MONTRE

3 490\$
Progisys
Vente - Location - Financement

3555, boul. Hamel ouest, suite 225
Québec G2E 2G6
Ouvert du lundi au vendredi
Téléphonez-nous pour prendre rendez-vous:
Tél.: (418) 871-4880
Télex: 051-3472

Pour contrer une concurrence vive

Virage stratégique des pâtes et papiers

◆ L'industrie québécoise des pâtes et papiers est à compléter un vaste programme de modernisation et d'expansion de ses usines, un virage stratégique qui lui permettra

tranger, notamment des pays scandinaves, du Brésil, et même aux Etats-Unis, le principal marché du Québec.

Les industries forestières du Québec investissent énormément d'argent en 1986 dans les gros projets en cours, du moins autant que les quelque \$750 millions consacrés en 1985 à l'amélioration des usines et à

la construction de nouvelles installations.

Les entreprises forestières canadiennes s'engagent solidement dans le dernier détour, afin d'être en mesure de faire face à de nouvelles réalités comme la concurrence européenne et sud-américaine qui perturbe grandement les affaires sur le marché américain.

L'Association canadienne des

producteurs de pâtes et papiers prévoit que les entreprises du pays investiront jusqu'à \$5 milliards par année d'ici 1995. "Ici aussi, il faut être agressifs si on veut améliorer la productivité, et conserver des milliers d'emplois", insiste M. Pierre Lachance, secrétaire exécutif de l'Association des industries forestières du Québec.

Heureusement, si on peut dire, la faiblesse relative du dollar canadien avantage les producteurs québécois, entre autres. "S'il n'y avait pas cet écart de 25-30 pour 100 du taux de change, on n'arriverait pas à concurrencer les étrangers", note M. André Duchesne, président et directeur général de l'Association des industries forestières du Québec.

Les producteurs étrangers ont fait mal à l'ensemble de l'industrie canadienne du papier journal en 1985. Actuellement, les pays scandinaves réussissent à doubler (350.000 tonnes en 1985) leurs ventes aux Etats-Unis, et un pays comme le Brésil, qui développe sa capacité, est aussi avantage par une monnaie déficiente, et concurrence l'industrie canadienne.

Tout est une question de taux de change, ce qui fait que tous ces intérêts divers se disputent un marché de consommation de 10 ou 11 millions de tonnes de papier journal.

On se prépare...

Même si les analystes se font peu chauds pour une reprise phénoménale cette année, les compagnies se préparent. Elles sont confiantes et elles réinvestissent, afin de s'assurer une capacité de production diversifiée, pour faire face à une superconcurrence dans les années à venir, explique M. Duchesne.

Le marché ne progresse pas aussi rapidement qu'on l'avait espéré il y a six mois, la pression est encore plus forte sur le marché, et il est à prévoir que les industries vont rester collées bientôt avec un excédent de production, analyse le PDG des producteurs forestiers québécois.

mentation sensible de production, sauf à Clermont dans Charlevoix, où la nouvelle usine de la Donohue assurera une production de 187.000 tonnes en 1987.

Autre indice de l'enthousiasme mitigé des papetières: la difficulté de hausser le prix du papier journal. Ce prix est resté inchangé malgré sept tentatives depuis deux ans. Les producteurs essaient d'obtenir une majoration de 5 à 7 pour 100 du prix officiel de \$535 US la tonne.

Autre exemple, le produit de base, la pâte de résineux blanche (pâte commerciale), qui sert de point de référence du marché, est demeuré, malgré bien des variations, à peu près à son prix de 1979: environ \$400 US la tonne métrique.

Des projets dans l'air

Même si la phase de modernisation des machines est à peu près complétée, il reste encore plusieurs projets d'usines à remettre en marche ou à construire.

Pour que le Québec soit en mesure de lutter contre l'invasion d'autres pays producteurs sur un marché essentiel à son économie, il est de plus en plus urgent que les tractations en cours se concrétisent bientôt.

Les projets en cours les plus connus sont ceux de la Donohue à Clermont, de CIP à Trois-Rivières, de ITT-Cascade à Port-Cartier, de Kruger à Bromont, de Domtar à Windsor et à Dolbeau, de Tembec au Témiscamingue, et celui d'une papeterie à Matane, toujours au stade des discussions.



Une expédition de papier journal de la Gaspésia Limitée à Chandler.

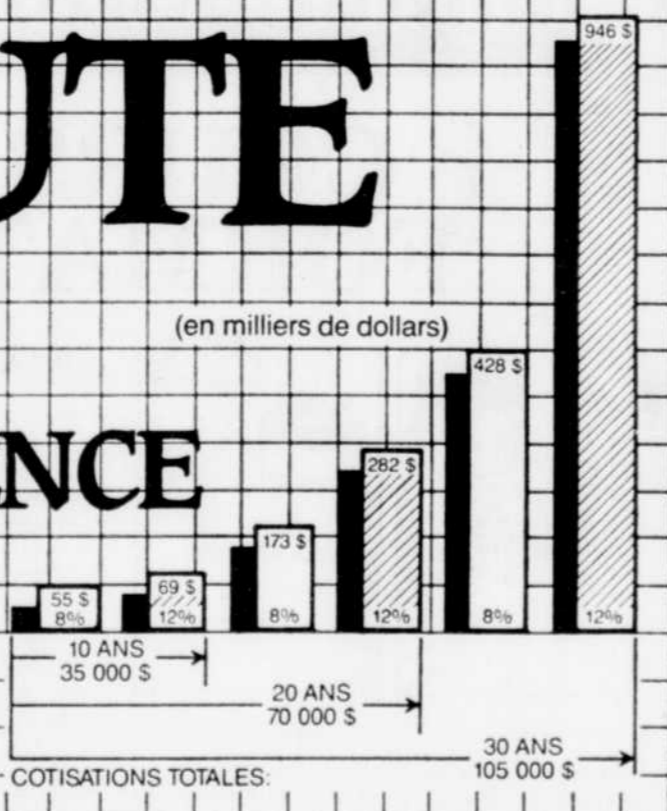


M. André Duchesne, président-directeur général de l'Association des industries forestières du Québec.

REER autogérés de McLeod

TOUTE UNE DIFFÉRENCE

Croissance de l'épargne-comparaison du rendement de 8% dans un REER et de 12% dans un REER autogéré sur 10, 20 et 30 ans.



Tous les REER réduisent les impôts. Seul un REER autogéré vous permet de choisir vous-même vos placements pour récolter davantage.

Souvent, l'écart de croissance entre les REER conventionnels (en gestion commune) et ceux autogérés est de quatre points de pourcentage ou plus. C'est cette différence qui compte avec le temps. Notre brochure détaillée sur les REER autogérés vous renseignera sur l'épargne possible et

comment McLeod Young Weir peut vous faciliter la tâche. En réalité, préférez-vous retirer 428 000 \$ ou 946 000 \$ après 30 ans? Nous sommes là pour vous aider à faire fructifier votre argent.

McLEOD YOUNG WEIR

vous aide à faire fructifier et votre argent

Veuillez m'envoyer votre brochure détaillée sur les REER autogérés.

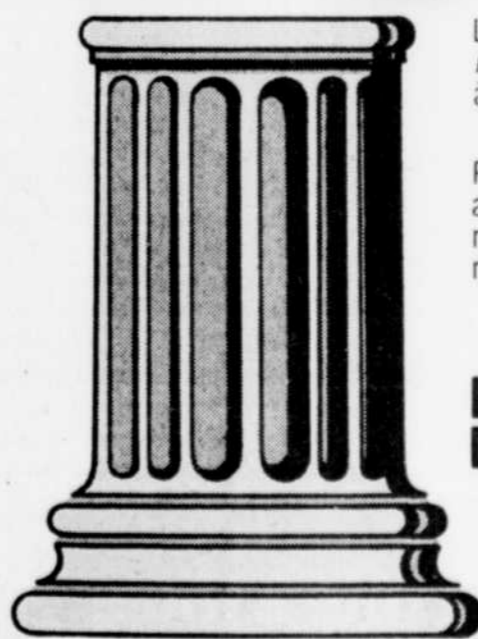
Nom _____
 Adresse _____
 Ville _____ Code postal _____
 Téléphone (bureau) _____ (résidence) _____

(J'ai fait parvenir ce coupon à l'adresse ci-dessous ou complez, sans frais, le 1-800-361-1858)

1167 av. Jean-Dequén, Ste-Foy G1V 3E3 659-4960

MONUMENTAUX

10 1/2%



La Banque d'Épargne vous offre maintenant une gamme de 7 REER à taux d'intérêt remarquables.

Passez donc voir le spécialiste des REER de La Banque d'Épargne. Il vous aidera à choisir le REER qui convient le mieux à vos besoins comme à vos moyens.

La banque personnelle
LA BANQUE D'ÉPARGNE

CHOIX MULTIPLE: LES REER DE LA BANQUE D'ÉPARGNE

REER à terme fixe - REER à taux variable
 REER rachetable - REER à intérêt quotidien
 REER autogéré - REER Fonds de placement (Les Fiduciaires)

REER-obligations d'épargne et 3 régimes de rentes
 *REER à terme fixe de 5 ans.
 Taux en vigueur le 24 janvier 1986

L'industrie du bois de sciage Les manufacturiers anticipent une quatrième année de croissance relativement bonne en 1986

◆ Pour l'industrie du sciage, 1985 s'est révélée une année de consolidation, se présentant de façon inattendue, mais bienvenue,

par Réal LABERGE

comme une troisième année consécutive de reprise économique. Et dans cette foulée, l'année 1986 s'ouvre aux scieurs québécois dans un

contexte de croissance relativement bonne.

Mais la prudence reste toutefois de rigueur devant le double problème affronté l'an dernier: les réactions de Washington à l'égard des exportations canadiennes présumées subventionnées de façon inacceptable, et une surproduction de bois d'oeuvre toujours chronique en Amérique du Nord.

Ce sont là les principales pers-

pectives que dégage notamment le directeur général de l'Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec, M. Richard Lacasse, un organisme regroupant 136 des quelque 400 scieurs québécois.

Et dans un rapport d'étude présenté en premier au SOLEIL, sur les résultats de 1985 et les prévisions de 1986 de l'industrie du bois de sciage, le directeur du service de l'économie-statistiques de l'organisme, M. Jean-Guy Boulet, relève des indices d'une légère diminution de la consommation nord-américaine du bois d'oeuvre et d'un rythme de production soutenu, sinon à la hausse. Ce qui l'amène à soulever des points d'incertitude et d'inquiétude sur les prix futurs du bois d'oeuvre.

A son avis, ces prix devraient se maintenir près des niveaux atteints en 1985, qui ont été marqués d'une tendance à la hausse au cours des premiers mois. Mais il y a lieu, par contre, de craindre un essoufflement du marché, à la fin du troisième trimestre de 1986.

Fluctuations

Le prix moyen du bois 2 x 4 L/A de catégorie nos 1 et 2, livré à Montréal, est passé de \$255 des 1.000 pmp (pied mesure de planche) en 1984, à \$268 en 1985, avec une moyenne cependant inférieure à 1983.

D'autre part, le bois 2 x 4 x 8 de qualité "colombage" est passé de \$244 du pmp en 1984, à \$258 en 1985, avec une hausse de 6 pour 100 et un prix légèrement supérieur à celui de 1983.

Ces fluctuations pondérées sur une base annuelle ne tiennent pas

compte des écarts parfois très importants entre les différents semestres. Mais on peut y voir que les bois courts de type "colombages" ont donné une meilleure régularité et une meilleure performance que les bois de longueurs assorties.

On dépasse le milliard

Au Québec, le sciage est une industrie qui a dépassé le milliard de dollars en chiffre d'affaires. Les tout derniers relevés statistiques de la section économie-statistiques de l'Association du bois de sciage donnent une évaluation de \$1,099,000 en 1985, avec \$790,4 millions pour le bois d'oeuvre résineux et \$308,8 millions pour les copeaux. En 1984, on comptait \$686,8 millions de bois d'oeuvre et \$302,8 millions de copeaux. L'augmentation de 7 pour 100 est surtout attribuée à une hausse impressionnante de l'ordre de plus de 30 pour 100, en août dernier.

Dans son ensemble, l'industrie du sciage regroupait quelque 21,500 employés en 1984, si on ajoute aux résineux et aux copeaux la production des bois feuillus (\$63,9 millions), des bardeaux (\$14,1), des latites (\$6,4), des écorces (\$2,1) et autres bois (\$45,5).

La destination des expéditions varie peu depuis 1980, se maintenant près de 59 pour 100 pour les Etats-Unis, de 19 pour 100 pour l'Ontario et de 15 pour 100 pour le Québec. Quant aux livraisons outremer, d'un pourcentage de 12 pour 100 en 1980 et en 1982, elles ont chuté à environ 7 pour 100 en 1984, et à 6 pour 100 en 1985. Les destinations principales sont l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni, l'Egypte, la France et les pays arabes. La force du dollar canadien joue ici défavorablement, contrairement à ce qui en est pour les Etats-Unis.

Le directeur général de l'Association du bois de sciage, M. Lacasse, fonde de bons espoirs sur l'ouverture d'un bureau de promotion à Milan, en avril prochain, dans le cadre d'une entente avec les

gouvernements fédéral et provincial, qui prévoit un budget de \$3,4 millions d'ici 1989. Le responsable sera un ingénieur forestier, M. Michel LeBlanc.

Encore à régler

Reste le fameux dossier des exportations canadiennes de bois d'oeuvre aux Etats-Unis, qui n'est pas encore réglé. M. Lacasse espère une entente à l'amiable ces jours-ci, à l'occasion d'une nouvelle rencontre de "lumber talks", entre l'ambassadeur du commerce américain Yeutter et le ministre canadien James Kelleher.

Le projet Gibbons déposé devant la Commission américaine du commerce international pourrait être approuvé au début de 1986. Mais si on ne s'entend pas sur la question des subventions contestées et des préjudices causés aux

scieurs américains, l'enquête pourra se poursuivre jusqu'après le premier trimestre de 1987, ou même faire l'objet de négociations dans le cadre des négociations du libre échange entre le Canada et les Etats-Unis.

Jusqu'à tout récemment, la confiance d'un règlement dominait, mais les dirigeants de l'Association québécoise du sciage se montrent prudents, depuis la décision prise le 3 janvier dernier par le Département américain du commerce, qui impose des droits de douane de 6,85 pour 100 sur les importations du poisson canadien.

Une autre préoccupation, c'est la nouvelle politique forestière québécoise préconisant un reboisement intensif de tous les terrains de coupes de bois. Le coût en est évalué entre \$75 et \$100 millions, une dépense jugée exorbitante par M. Lacasse.



Richard Lacasse, ing. 1., directeur général de l'Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec.

CEGEP DE SAINTE-FOY

PROGRAMME "INTENSIF" EN TECHNIQUES ADMINISTRATIVES (410.99)

SESSION D'AUTOMNE 1986
(Enseignement régulier de jour)

OBJECTIF:
Permettre l'obtention du diplôme d'études collégiales (DEC) en techniques administratives après deux années d'études. La première est consacrée aux cours de spécialisation du tronc commun du programme. La deuxième, aux cours de spécialisation d'une des voies de sortie: assurances générales, marketing, finance, etc.

CLIENTÈLE VISÉE:
— Aux détenteurs d'un DEC autre qu'en techniques administratives; OU
— aux personnes qui ont réussi les cours obligatoires (français, philosophie, éducation physique) et complémentaires nécessaires à l'obtention du DEC.

PRÉALABLES DU SECONDAIRE:
Cours réguliers: Mathématiques 522 ou 532
Cours aux adultes: Mathématiques 151, 152, 153, 154, 155

DEMANDE D'ADMISSION: avant le 1er mars 1986
Se procurer le formulaire requis auprès des cégeps ou du Service régional des admissions au collégial de Québec (SRAQ).

RENSEIGNEMENTS:
Cégep de Sainte-Foy
2410, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy, QC
G1V 1T3
Téléphone: (418) 659-6620

Votre entreprise est-elle en bonne santé?

Il est important de procéder de temps à autre à un examen de santé d'une entreprise, de préférence avant qu'elle ne soit malade. Le CGA peut jouer ce rôle de médecin de votre entreprise. Évaluation budgétaire, normes de crédit, trésorerie, fonds de roulement, prix de revient, fiscalité, systèmes comptables: autant de domaines où son expertise vous aidera. Il peut aussi préparer les états financiers nécessaires à l'obtention de financement. À cette fin, son rapport d'expert-comptable vient refléter la réalité financière de l'entreprise et servir de guide de gestion. Ainsi vous êtes assuré que la teneur et le mode de présentation de l'information financière sont conformes aux normes professionnelles comptables généralement reconnues. Les comptables généraux licenciés ont un rôle à jouer dans votre entreprise, quelle qu'en soit la taille. Ils peuvent voir à ce qu'elle soit bien structurée, bien pilotée et reste en bonne santé.

Un rôle à jouer

La Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec
445, boul. St-Laurent, bureau 450, Montréal, (Québec), H2Y 2Y7, Tel. (514) 861-1823

Rentabilisez votre investissement en micro-informatique

COURS DE FORMATION



MODULES DE TROIS HEURES

- groupe maximal de 6 personnes
- utilisation d'un appareil par personne
- cours échelonnés pour apprentissage progressif selon votre disponibilité.
- **initiation:** système d'exploitation DOS traitement de texte chiffrier électronique Lotus 1.2.3 base de données D-Base III langage basic
- **AUTOCAD**
- service de conseils postformation

Les cours du Centre d'informatique Entré vous permettent de devenir productifs plus rapidement. Ils sont dispensés par des instructeurs ayant reçu leur formation auprès des manufacturiers de logiciels et d'équipement.

Concis, rapides, directs et personnalisés, ces cours vous familiarisent avec tous les aspects de l'application pratique de l'informatique.

Ils s'avèrent plus que des séances d'explication de mode d'emploi. Ils sont personnalisés et traitent de l'application spécifique de l'informatique pour solutionner des problèmes et augmenter la productivité au sein de votre entreprise en particulier. Ils peuvent être dispensés au Centre Entré ou sur les lieux de votre place d'affaires.

Pour information, communiquez avec

Monsieur Eric Dallaire
653-8770

ENTRÉ CENTRE D'INFORMATIQUE

2960, boul. Laurier, Sainte-Foy
Place Iberville III, suite 050, QC G1V 2M4

LES

REER

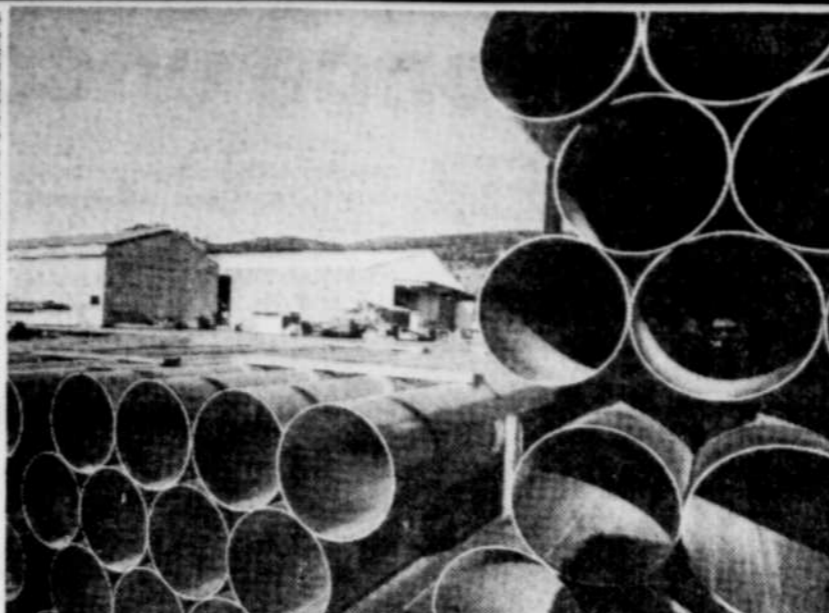
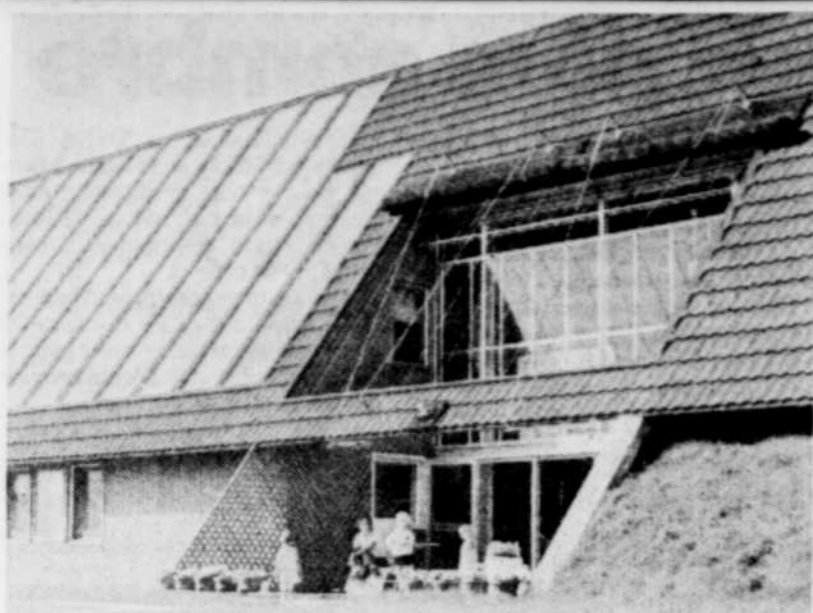
On s'y connaît!

- ✓ Choix
- ✓ Conseil
- ✓ Rendement

VOTRE FORCE



BANQUE NATIONALE



Les profilés de construction, les matériaux d'irrigation et les véhicules de transport haute performance constituent trois des nombreux domaines où les sociétés Alcan et Reynolds trouvent de nouvelles utilisations de l'aluminium.

L'industrie québécoise de l'aluminium s'adapte à la concurrence et à un marché très fluctuant

♦ Au Québec, l'industrie de l'aluminium constitue le secteur métallurgique offrant le plus de possibilités de développement industriel et économique, en raison principalement de l'immense réservoir hydro-électrique dont la province dispose. Cependant, comme dans la plupart des pays producteurs d'aluminium, les conditions du marché mondial (bas prix du métal et inventaires élevés de ce métal), l'avenir de cette industrie est continuellement mis en question.

par Roch DESGAGNE

En dépit de ce contexte peu favorable, on prévoit que plusieurs nouvelles alumineries seront mises

en opération au cours de l'année 1986, dont l'imposante usine de Aluminerie Bécancour, qui ajoutera à la production québécoise 230,000 tonnes métriques d'aluminium primaire.

Par ailleurs, d'autres projets d'envie sont toujours au stade des études et des négociations, ou sont tout simplement mis en veilleuse, comme celui de la compagnie Alcan à Laterrière dans la région de Châteauguay.

Pour la première année, la nouvelle usine de cette société, à Ville de La Baie au Saguenay, a produit à pleine capacité en 1984; ses fourneaux ont transformé 178,000 tonnes d'aluminium de première fusion, sur les 800,000 tonnes pro-

duites au Québec par cette entreprise.

Nouvelles capacités

Le Québec est avantagé par le facteur électricité, qui influe grandement sur le coût de production de l'aluminium. C'est ce qui a particulièrement incité la société française Pechiney à former un consortium avec Alumax et la SGF afin de concrétiser le projet de Aluminerie Bécancour, dont l'échéancier de construction est en avance.

Pendant ce temps, le gouvernement du Québec poursuit des discussions avec les sociétés Kayser et Aluisse, sur deux projets d'alumineries susceptibles d'être implantées au Québec.

Pour sa part, la compagnie Rey-

nolds a complété son programme d'expansion d'un demi-milliard de dollars à son usine de Baie-Comeau sur la Côte-Nord, en triplant sa capacité de production. Cet accroissement de production représente un apport économique annuel de quelque \$20 millions dans l'économie de Baie-Comeau, estime-t-on.

Au Québec l'industrie de l'aluminium est perçue comme un élément majeur en terme de création d'emplois. Une aluminerie qui s'installe génère 700 à 800 emplois directs. Suivant les soubresauts que subit ce secteur, les usines d'Alcan et de Reynolds au Québec fournissent actuellement entre 10,000 et 12,000 emplois, selon une évaluation du MIC.

Presque à moitié prix

Présentement, les prix sont déprimés, et la plupart des alumineries fonctionnent à perte. Des analystes du marché mondial ont évalué que la livre d'aluminium s'est transignée à un prix moyen de 46 cents US, au cours de 1985 (43 cents US à la fin de l'année), comparativement à 77 cents US deux ans plus tôt, et aux environs de 80 cents au début de 1984.

Si les inventaires continuent de se stabiliser, ce prix pourrait atteindre 55 cents US, d'ici un an, soit à peu près le coût de production actuel en Amérique du Nord.

Les analystes estiment également que si cette croissance se produit,

c'est l'Alcan, le plus important producteur privé au monde, qui en profiterait.

Industrie centenaire

L'année 1986 marquera bientôt le 100^e anniversaire de fondation de cette industrie. Le procédé moderne de l'électrolyse dans le smelting de l'aluminium fut découvert le 23 février 1886, par un scientifique américain de 22 ans, Charles Martin Hall.

Cette découverte fut suivie par la création de la Pittsburgh Reduction Co., qui devint Aluminum Co. of America (Alcoa), et dont le pendant canadien, Alcan Aluminum Ltd. se développa pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

18 %

MOYENNE SUR 18 ANS DU RENDEMENT ANNUEL COMPOSÉ

10 ANS 19,8%
3 ANS 21,3%
1 ANS 29,3%

C'est le résultat exceptionnel obtenu par l'Industrial Growth Fund.
L'Industrial Growth Fund offre toujours un rendement supérieur à long terme.
Mais surtout, c'est un fonds géré pour vous par Mackenzie Financial Corporation, en faisant appel à une stratégie qui accorde la priorité absolue à la protection du capital.
C'est le moyen idéal d'amortir le choc de vos placements en REER — en tirant tous les fruits! Demandez dès aujourd'hui tous les détails!

LE REER DE L'INDUSTRIAL GROWTH FUND

Regardez des deux côtés pour la gestion de votre REER.

Je voudrais amortir le choc de mes placements en REER — tout en tirant tous les fruits: veuillez m'envoyer la brochure de réponses REER.

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____ PRCV _____ CODE POSTAL _____
TÉLÉPHONE _____ (domicile) _____ (affaires)

Tous les chiffres sont au 1^{er} décembre 1985. Les chiffres ne sont faits que par prospectus.

GROUPE DE PLANIFICATION FINANCIÈRE DPM INC.
2014, boul. Charest ouest, suite 101
Sainte-Foy (Québec) G1N 4N6 - (418) 681-0265 - suite 106 (418) 681-0281

DATE LIMITE: LE 28 FÉVRIER 1986.

L'OUTIL POUR RÉDUIRE VOS IMPÔTS

Rencontre de plaisir ou rencontre d'affaires

Une question d'ambiance Pour votre plaisir

Piscine intérieure, bains sauna et tourbillon, cuisine généreuse \$\$\$, salons de détente et bars sympathiques viendront ajouter une note plus chaleureuse et détendue à votre rassemblement

Forfait neige 1325

Par personne, occupation double 2 nuits, repas, chambre, taxes et services. Patinoires et sentiers de ski de fond sur place. Promenade en traîneau. Ski alpin à proximité

Devenez propriétaire de vos vacances

RCI

Un volet important de Compton village touristique global.

Mais surtout

Une gamme complète d'activités de loisir quatre saisons

Domaine Saint-Laurent de Compton (Estrie)

C.P. 180, Compton, QC J0B 1J0
(819) 835-5464
Montréal: (514) 397-9667
Bur. d'affaires: (514) 465-6564

Des économies d'impôt de 80% en moyenne!

Le Fonds de solidarité est un des meilleurs placements pour économiser de l'impôt. Vous profitez d'abord de crédits d'impôts équivalents à 40% du montant investi, spécialement octroyés pour le Fonds par les deux gouvernements (Québec 20%, Canada 20%). En plus, vous pouvez profiter d'une autre réduction d'impôt de 40% en moyenne en participant au REER offert par le Fonds. Au total, l'économie d'impôt peut atteindre et même dépasser 80%, selon votre revenu.

Un placement rentable

En plus de ces économies d'impôt vous permettant de récupérer en moyenne 80% du placement initial, le Fonds vous offre un rendement intéressant de vos épargnes. La valeur des actions du Fonds, réévaluées tous les six mois, est à la hausse. Le Fonds est géré par une équipe de professionnels compétents et expérimentés qui ont fait leurs preuves.

Un outil de progrès économique

Fort d'un actif de près de 25 millions \$ et de la participation de plusieurs milliers d'actionnaires, le Fonds a des assises solides. D'ailleurs, les gouvernements du Québec et du Canada y participent.

Le Fonds a déjà contribué à la création et au maintien de plus de 1 500 emplois dans des entreprises québécoises, ce qui lui a valu un «Prix PME 1985».

Cette annonce ne constitue pas une offre publique de valeurs. Vous obtiendrez toutes les informations requises dans le document d'information du Fonds.

C'est le temps d'adhérer!

Participez dès maintenant au Fonds de solidarité afin de profiter des économies d'impôt. Nous ferons même votre déclaration d'impôt gratuitement si elle est simple. Vous pouvez adhérer en contribuant par des déductions faites à la source ou en un seul versement. Il n'y a pas de minimum requis.

Communiquez avec nous dès aujourd'hui:

Bureau de Québec
4715, avenue des Replats
Charlesbourg (Québec) G2V 1B8
à l'extérieur: (sans frais)

(418) 622-3258
1-800-361-5017

Documentation disponible dans les Caisses d'économie participantes de votre région: Baie Saint-Paul, Lévis, Pont-Rouge, Québec, Sainte-Foy, Valcartier.

LE FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ)

L'amiante: 1986 s'annonce encore plus sombre

◆ **THETFORD-MINES** - Depuis 1979, les expéditions annuelles d'amianté des producteurs québécois ont diminué de plus de 50 pour 100, baissant à 600,000 tonnes métriques à 600,000 tonnes, ce qui représente à peine 35 pour 100 de la capacité de production des usines.

par Fortunat MARCOUX

Selon le président de la compagnie "Lac d'amianté du Québec Ltée", M. Jean Dupéré, la situation continuera à se détériorer en 1986. Il a des arguments-chocs pour étayer son pessimisme:

— L'offre double la demande. Dans un tel contexte, les pro-

ducteurs n'ont pu augmenter leurs prix depuis 1978 alors que les salaires et les coûts de fabrication ont continué de croître.

— La venue sur le marché de nouveaux producteurs rend la concurrence très féroce. L'Italie a augmenté sa capacité de production à 150,000 tonnes annuellement et est très agressive en Europe. La Grèce doit produire 65,000 tonnes et s'avère un concurrent de taille dans le bassin de la Méditerranée et ailleurs comme en Thaïlande et à Taïwan où elle offre des coûts de transport très avantageux. Le Zimbabwe, qui vend une fibre de très bonne qualité à des prix encore plus

bas pour retrouver les clients qu'il a perdus au cours des dernières années à cause de l'incertitude politique qui existait dans ce pays, demeure un gros concurrent. Le Brésil qui, il y a trois ans, n'exportait aucune fibre, perce le marché en vendant 75,000 tonnes d'amianté-ciment.

— Le marché européen est présentement saturé et la force du dollar là-bas n'aide pas l'industrie québécoise. Les pays en voie de développement en Asie, en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient offrent un potentiel de marché en raison de leurs besoins en travaux de construction et

d'irrigation mais la force du dollar canadien et le manque de devises dans ces pays sont des entraves sérieuses.

— Soixante-dix pour cent de la production d'amianté du Québec est utilisée à des fins de construction; l'industrie de l'automobile en consomme 10 pour 100. Or, ces deux secteurs ont été touchés particulièrement par la récession.

Le sursis pour l'industrie de l'amianté tire à sa fin

◆ **THETFORD-MINES** — 1986 sera une année décisive pour l'industrie québécoise de l'amianté.

par Fortunat MARCOUX

Le Bureau international du travail (BIT) tranchera une fois pour toutes à sa 72e session annuelle qui se déroulera à Genève (Suisse) en juin, si ce matériau doit être banni du marché en raison de ses propriétés cancérogènes.

L'an dernier, il s'en était fallu de peu que le BIT n'interdise l'utilisation de cette fibre sous les fortes pressions exercées particulièrement par la Confédération européenne des syndicats qui représente les intérêts de membres travaillant dans des usines de produits de substitution. Finalement, devant l'opposition manifestée par les syndicats québécois, le BIT avait accordé un sursis de un an à l'industrie pour lui permettre de présenter en juin 1986 une défense étoffée.

L'industrie canadienne ne ratéra pas l'occasion. Appuyé par des médecins et des experts, un front commun formé des gouvernements fédéral et provincial, des producteurs et des syndicats (métaux, CSN et CSD) entend démontrer qu'il existe des méthodes pratiques et efficaces de travail pour utiliser la fibre d'amianté en toute sécurité.

Actuellement, il n'existe aucune norme internationale pour l'usage de la fibre dans les industries de l'extraction et de la transformation. La délégation canadienne entend

— Les Etats-Unis et l'Europe constituaient traditionnellement les deux tiers du marché québécois de l'exportation de la fibre. Ce marché a diminué à moins de 50 pour 100 en 1985 et baissera encore cette année. Déjà en baisse aux Etats-Unis, la consommation y sera influencée par les nouvelles réglementations que doivent établir les organismes gouvernementaux EPA (Environmental

Protection Agency) et OSHA (Occupational Safety and Health Agency) pour rendre plus sécuritaires l'extraction et l'utilisation de la fibre en raison des propriétés cancérogènes de celle-ci.

— La mauvaise presse que reçoit l'amianté à cause des dangers que ce matériau puisse avoir pour la santé rend plus vive la concurrence des produits de substitution.

prover qu'une norme de pollution de 0.5 fibre par centimètre cube, d'air ambiant est suffisante et sûre pour protéger la santé des travailleurs et des consommateurs. Elle proposera même que la réglementation ait suffisamment de dents pour contraindre les pays producteurs ou utilisateurs à recourir à

ces moyens de protection et de prévention.

Elle retournera la balle dans le camp des adversaires en leur proposant de retirer du marché les produits en amianté reconnus dangereux en autant que la preuve soit faite que les produits substitués ne soient pas nocifs ou le soient moins.

Conséquences désastreuses

◆ **La débandade de l'industrie de l'amianté a eu des conséquences désastreuses pour l'économie des régions de Thetford-Mines—Black Lake et d'Asbestos où sont regroupés les producteurs.**

par Fortunat MARCOUX

Il y a eu plusieurs mises à pied, des arrêts prolongés de production, et même des fermetures de mines.

Quatre mille cinq cents emplois directs ont été perdus, 2,500 à Thetford—Black Lake, et 2,000 à Asbestos. Cependant, des programmes alléchants de préretraité ont permis à des centaines de mineurs âgés de plus de 54 ans de se retirer du marché du travail et de laisser leur place à des compagnons plus jeunes.

Le gouvernement québécois n'a pas eu de veine durant cette période en faisant l'acquisition par le biais

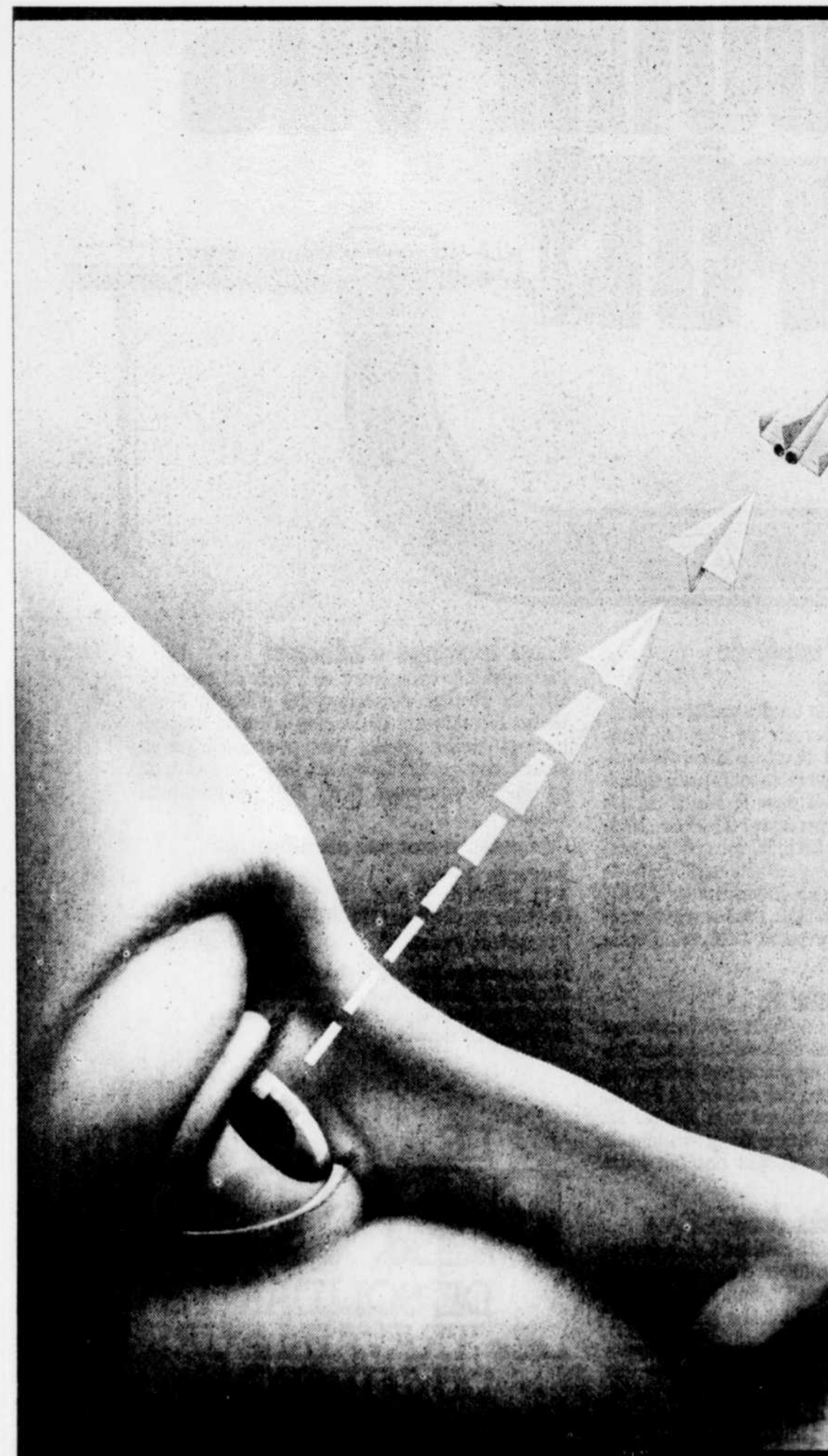
de la Société nationale de l'amianté (SNA), de deux producteurs, Société Asbestos Ltée et Bell Ltée. Ceux-ci ont subi des lourdes pertes financières.

L'effritement du marché a incité la SNA à regrouper ses deux filiales avec la compagnie Lac d'amianté du Québec Ltée. Cette dernière gèrera la société en commandite. Amorcé l'automne dernier, ce projet a entraîné jusqu'à présent la fermeture de trois mines et le licenciement de 531 ouvriers. Cent quatre-vingt-quatorze autres congédiements et la fermeture de la mine souterraine King sont prévus en 1986.

Quant aux recherches entreprises par la SNA dans le secteur de la transformation et de l'amianté, il ne faut pas s'attendre à des résultats concluants au cours de 1986.



La région de l'Amianté frôle le marasme, tellement sa principale industrie périclité.



DÉJÀ L'AVENIR

Abitibi-Price prend les moyens de raffermir sa position de chef de file de l'industrie des produits forestiers.

De 1981 à 1985, l'entreprise a investi plus d'un milliard de dollars pour moderniser ses installations.

Au Québec, les investissements auront atteint trois cents millions de dollars en cinq ans. Le développement de nouveaux procédés et l'application de technologies avancées auront permis aux papeteries Alma, Beaupré, Chandler et Kénogami de mieux se situer par rapport à la concurrence internationale.

Ces réalisations s'appuient sur des équipes de professionnels et de techniciens qui s'acharnent à reculer les frontières des connaissances technologiques. Ces équipes s'enrichissent annuellement de nouvelles recrues, dont une trentaine de jeunes ingénieurs en 1985 seulement.

ABITIBI-PRICE

Des hommes et des femmes pour qui l'avenir, c'est chaque jour!

Placements
Geoffrion, Leclerc,
Inc.

Devenez courtier en planification financière

Augmentez vos revenus et ceux de votre clientèle en ayant accès aux produits les plus diversifiés et compétitifs.

JOIGNEZ-VOUS AU SUPERMARCHÉ FINANCIER

EXPÉRIENCE:

Courtier en valeurs mobilières, en assurance, assurance générale, banque, fiducie, comptabilité ou toute autre expérience d'affaires pertinente.

NOUS OFFRONS:

Plan de carrière, formation professionnelle, outil de travail très sophistiqué, revenu de niveau exécutif et avantages sociaux.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nous entre 9h et 17h, en composant
1-418-647-1000

La
BMW
offre classe
et performance



Modèles
325 Jeune et agressive
528e Sobre et pratique
535i Confortable et fouguese
635cal Sportive et classique
735i Élégante

Venez la découvrir et en faire l'expérience sans tarder. Vous en serez ravi.

Plan rachat - Location - Financement

Garantie mécanique BMW complète 36 mois/60 000 km



automobiles
Jalbert
INC.

Concessionnaire autorisé BMW

1, boul. Central, Duberger, Qué. G1P 3V3
Tél.: 687-4840 — vente, pièces et service



Industrie minière Tendance à la hausse des investissements, de la production et des prix pour 1986

◆ L'industrie minière du Québec a poursuivi en 1985 la reprise amorcée l'année dernière, après la récession de 1981-1982 et la stagnation de 1983. Mais le rythme de croissance de 7,2 pour 100 de 1984 s'est ralenti à 3,1 pour 100, atteignant une valeur de \$2,24 milliards en 1985, comparativement à \$2,17 milliards en 1984.

par Réal LABERGE

Pour 1986, les prévisions sont de \$2,36 milliards et d'une hausse de 5,5 pour 100. S'il est peu significatif, cet accroissement devrait toutefois s'inscrire dans un retour à de meilleurs prix pour certains minéraux comme les métaux précieux, selon ce qu'anticipent les spécialistes du ministère québécois de l'Énergie et des Ressources.

De l'avis du nouveau ministre délégué aux Mines du Québec, M. Raymond Savoie, d'autres indices permettent de rester confiant dans l'avenir de notre industrie minière.

Devant les congressistes d'un tout récent séminaire tenu à Québec par l'Association minière du Canada et l'Association des mines de métaux du Québec, M. Savoie a fait état d'une tendance à la hausse des investissements miniers, qui ont atteint \$650 millions, l'an dernier, leur niveau le plus élevé depuis 1981.

Il signalait encore que les dépenses d'exploration ont continué de progresser, notamment dans le secteur de l'or. De fait, les deux tiers des travaux d'exploration seraient maintenant exécutés à des fins de recherche de métaux précieux. Depuis quatre ans, les dépenses d'ex-

ploration ont sensiblement augmenté, passant de \$111 millions en 1982 à une évaluation de \$152 millions en 1985. Les prévisions de 1986 sont de \$151 millions.

La relance du financement des sociétés d'exploration pourrait aussi se révéler favorable à l'industrie minière. L'année 1965 a été fertile en résultats prometteurs. Les compagnies Teck, Golden Hope Resources et Explorations Groupe d'Or ont trouvé de l'or et des métaux de base dans la région de Casa-Bérardi, et Noranda a effectué une importante découverte de métaux usuels près de Matagami. Des forages fructueux de Falconbridge Copper assureront le maintien des opérations minières de la région de Chapais.



M. Raymond Savoie, ministre délégué aux Mines du Québec.

Volumes accrus

D'après les plus récentes statistiques de l'industrie minière 1985 au Québec, que LE SOLEIL a obtenues de M. Paulin Saint-Onge, du Service de l'économie minière du ministère de l'Énergie et des Ressources, il appert que les hausses enregistrées en 1985 résultent principalement d'une croissance de volume, plutôt que des prix.

Les données préliminaires indiquent que les principales augmentations se sont produites dans les secteurs du ciment (en hausse de 11,9 pour 100 en volume et de 14,3 pour 100 en valeur); du zinc (10,4 pour 100 en volume et -0,5 pour 100 en valeur); de la tourbe (18,6 pour 100 en volume et 7,7 pour 100 en valeur); du talc (5,8 pour 100 en volume et 25,9 pour 100 en valeur); et de l'or (2,3 pour 100 en volume et -5,1 pour 100 en valeur).

Minéraux métalliques

Avec 1,02 million d'onces expédié en 1985, un volume presque identique à celui de 1984, l'or est demeuré le métal qui a le plus contribué à la valeur de la production minière du Québec en 1985. Mais l'or a toutefois fléchi de 19,8 pour 100 de la valeur totale de la production minière québécoise à 18,2 pour 100 en 1985.

Minéral de fer

En ce qui concerne le minéral de fer, les chiffres ne sont pas donnés cette année. Les services de statistique doivent respecter des normes de confidentialité re-

liées au nombre des producteurs, qui a été ramené à un seul.

Il semble toutefois que les expéditions de fer seront très légèrement supérieures à celles de 1984 et que ce rythme se maintiendrait en 1986, avec une production de 14,000 kilotonnes.

Rappelons que les expéditions ont augmenté de près de 37 pour 100 en 1984, parallèlement à une reprise de la demande des biens durables, notamment de l'automobile, et d'une augmentation des investissements aux États-Unis et au Japon. Quant au cuivre, le volume des expéditions a augmenté de 1,8 pour 100 à 68,855 tonnes métriques et de 6,5 pour 100 en valeur à \$136,2 millions, en 1985.

Quatrième produit minier en importance au Québec, le zinc a progressé de 10,4 pour 100 en volume à 64,330 tonnes, mais sa valeur est restée inchangée à \$82 millions, suite à une diminution de prix.

Minéraux industriels

La tendance générale à la hausse de la production minière enregistrée au Québec en 1985 a été moins marquée au domaine des minéraux industriels.

Seuls la tourbe et le talc ont affiché une progression, par rapport à 1984. Les expéditions de tourbe sont passées de 5,8 millions de sacs de 170 décimètres cubes à 6,9 millions en 1985, et une valeur de \$18,5 millions. Les prévisions de 1986 sont de 7,1 millions de sacs et une valeur de \$19,1 millions.

Dans l'amiante, la chute des dernières années s'est poursuivie en 1985, avec des expéditions de 601,000 tonnes d'une valeur de \$241 millions. Ce qui se traduit

par des déclinés respectifs de 13 et de 13,5 pour 100. Les prévisions de 1986 sont 585,000 tonnes d'une valeur de \$254 millions.

Minéraux de construction

Par contre, les expéditions de matériaux de construction ont progressé de 12 pour 100 en valeur, selon les chiffres provisoires fournis par le ministère de l'Énergie et des Ressources.

L'industrie du ciment a progressé de 14 pour 100 à 3,053 kilotonnes et \$196,2 millions. Les prévisions de 1986 sont de 3,162 kilotonnes et une valeur de \$205 millions.

Le secteur de la pierre a augmenté de 2 pour 100 à une valeur de \$142,6 millions et celui des produits d'argile (les briques) a

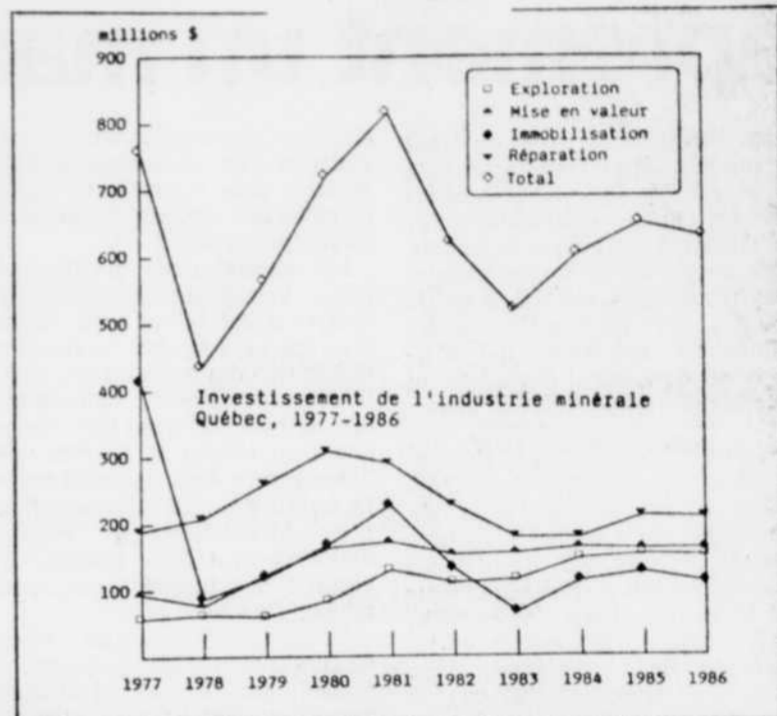
connu une hausse de 5 pour 100 à \$19,4 millions.

Main-d'œuvre

L'activité minière a fourni du travail à 21,824 personnes en 1985, comparativement à 22,767 en 1984. Les salaires ont toutefois augmenté de \$701,9 millions à \$705,9.

Au niveau régional, la région du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie a compté 1,261 personnes / année de travail et des salaires de \$33,6 millions en 1985, comparativement à 997 personnes et \$23,9 millions en 1984.

Les chiffres ne sont pas disponibles pour la région de Québec. Une évaluation laisse indiquer pour 1985 une légère augmentation à plus de 695 personnes et \$13,1 millions en salaires.



Mallette Major Martin

Conseillers en administration

EXPERTISE

- Planification
- Financement et subventions
- Marketing
- Productivité
- Economie
- Systèmes d'information de gestion
- Gestion des ressources humaines
- Assistance à la constitution de conseils d'administration
- Evaluation d'entreprises
- Redressement
- Consultation internationale
- Achat, vente et fusion d'entreprises

BUREAU

990, De Bourgogne
Sainte-Foy
Québec

Case postale 10 525
G1V 4H5
Tel.: (418) 653-6196

Conseillers et partenaires des gens d'affaires

BIENVENUE EN 1986

Vous allez travailler tout janvier, février et mars seulement pour payer vos impôts...

Cette annonce ne doit pas être interprétée comme une offre publique dans aucune province du Canada des titres mentionnés ci-dessous. Un prospectus provisoire portant sur les titres proposés a été déposé auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

ABRI FISCAL 100%

MERCURIUM INC.

225,000 actions ordinaires
prix: \$5.00 l'action

MERCURIUM inc. est une société de placement dans l'entreprise québécoise (SPEQ).
Chaque investisseur a droit à une déduction fiscale de 100% de son placement.
Une société de placement a droit à un crédit d'impôt de 20%.

Pour de plus amples renseignements, remplissez et retournez le coupon suivant.

Ou téléphonez

au **(514) 285-8713**

MERCURIUM INC.

2020, Université, C.P. 69
Montréal H3A 2A5
Tél.: 285-8713

Veuillez me faire parvenir votre documentation sur MERCURIUM INC.

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____ CODE POSTAL _____
TÉL. RÉS. _____ BUR. _____

MERCURIUM inc. a été créée dans le but d'acquiescer des intérêts dans des entreprises de haute technologie.

"J'estime que les ressources humaines et financières, que les conseils et les services de Desjardins constituent un appui de taille pour mon entreprise."

Paul Hébert

Puisez dans nos ressources.

Chez Desjardins, ces ressources sont diversifiées. Un vaste réseau de caisses. Un ensemble complet de services financiers aux entreprises industrielles et commerciales. L'expertise de la plus importante institution financière au Québec. Toutes ces ressources sont à la disposition des gens d'affaires. Choisissez Desjardins comme associée.

- Le réseau des 1400 caisses populaires et d'économie Desjardins
- L'Assurance-vie Desjardins
- La Caisse centrale Desjardins du Québec
- La Compagnie d'assurance sur la vie La Sauvegarde
- Le Crédit industriel Desjardins Inc.
- La Fiducie du Québec
- Le Groupe Desjardins, Assurances générales
- La Sécurité Desjardins Ltée
- La Société d'investissement Desjardins
- VISA * Desjardins

* La C.C.P.E.D.Q. est un usager inscrit de cette marque.

Desjardins
Une ressource naturelle.

Benoît Métivier, président-directeur-général, IPL Inc., Saint-Damien de Bellechasse

Les orientations d'Ottawa pourraient affecter le développement de l'agriculture au Québec

◆ L'économie agricole québécoise devrait maintenir un rythme normal de développement en 1986, du moins dans les principales productions. Mais certains facteurs extérieurs pourraient perturber sérieusement ce secteur économique vital. Ce sont les orientations et les politiques qu'Ottawa et Québec ont l'intention de donner à l'agriculture.

par Florent PLANTE

Et qu'on le veuille ou non, c'est du côté du gouvernement canadien que viendront la plupart des décisions qui pourraient modifier fondamentalement la géographie agricole du pays, particulièrement au Québec.

L'agriculture québécoise a pris vraiment conscience du danger qui la guette il y a trois ans, lorsque Ottawa a modifié la loi sur le transport des grains de l'Ouest (Nid de Corbeau).

La Coalition pour la survie de l'agro-alimentaire au Québec avait alors obtenu que les subventions aux transports soient versées aux compagnies ferroviaires plutôt qu'aux céréaliculteurs. Les Prairies n'ont jamais digéré cette concession accordée au Québec.

Depuis un an, les pressions se font de plus en plus fortes auprès du gouvernement conservateur pour que l'entente soit modifiée et que le \$700 millions soit versé directement

aux producteurs de l'Ouest. Un comité spécial d'étude doit bientôt remettre un rapport au cabinet fédéral à ce sujet.

En plus de cette réorganisation essentielle de l'agriculture à l'Ouest du Manitoba, il faut ajouter les modifications récemment imposées par le gouvernement canadien concernant les programmes nationaux tripartites de stabilisation des prix (loi C-25) une initiative louangée par les agriculteurs des Prairies et de l'Ontario, mais décriée par la Colombie-Britannique, les Maritimes et surtout le Québec.

Les autres facteurs qui tracassent aussi l'agriculture québécoise sont la future politique laitière ca-

nadienne qui doit être rendue publique ces jours-ci, de même que l'intérêt manifesté par Ottawa d'entamer dès que possible des discussions sur le libre échange avec les États-Unis, cela sans savoir exactement quelle est la position canadienne à cet égard.

Finalement, l'agriculture québécoise est aussi inquiète de la pluie de subventions qui tombe sur l'Ouest depuis plusieurs mois, tant pour les catastrophes naturelles que pour d'autres projets agricoles. Le ministère québécois de l'Agriculture estime que l'addition monte à plus de \$2 milliards en 1985.

Québec

Face à tous ces enjeux et à l'in-

térêt évident d'Ottawa d'aider l'Ouest canadien à sortir sa culture du cul-de-sac dans laquelle elle se trouve, Québec n'a pas tellement d'autre choix que d'exiger du fédéral une réévaluation globale de la politique agricole canadienne.

L'économie agricole canadienne est interdépendée. Des modifications fondamentales dans une région affectent les autres. C'est ce qui se passe au Québec, province qui a décidé depuis plusieurs années maintenant de diversifier son agriculture auparavant essentiellement laitière.

L'agriculture québécoise est pratiquement autosuffisante en céréales. Un gain vis-à-vis de l'Ouest.

Le Québec est exportateur de porc, situation enviée par les Prairies qui craignent maintenant, et probablement avec raison, qu'un effort du côté du bœuf leur enlèverait une part d'un marché traditionnel.

C'est pour cela qu'après une période normale de réflexion et d'évaluation, l'orientation que prendra le nouveau gouvernement Bourassa en agriculture sera elle aussi déterminante pour l'avenir de ce secteur. Déjà on a laissé filtrer certaines informations à l'effet que Québec conservera ses programmes d'assurances agricoles et de stabilisation des revenus. Ils sont reconnus comme étant les plus efficaces et les meilleurs au pays.

Alimentation: grands et petits détaillants se disputent âprement un marché fixe de \$8.4 milliards

◆ Au Québec, la vente au détail de produits alimentaires représente un marché de \$8.4 milliards. Si les grandes chaînes d'alimentation se partagent auparavant le secteur, elles doivent aujourd'hui affronter d'autres joueurs tels les marchés publics, les pharmacies et les commerces spécialisés qui s'accaparent \$1 milliard des ventes et fractionnent les parts de marché.

par Brigitte BRETON

Selon le président de l'Association des détaillants en alimentation du Québec, M. André Martel, \$751,000,000 de denrées comestibles se sont vendues dans les boutiques spécialisées en 1984, tandis que les pharmacies et les marchés publics affichaient des ventes de \$60,000,000 et \$65,000,000 respectivement. Pour leur part, les magasins à grandes surfaces, ont vendu pour \$545,000,000 en 1984.

Consciente de cette plus grande concurrence dans un marché pourtant stagnant en raison de la non-croissance de la population, l'association sensibilise donc ses membres au fait qu'ils ne sont plus seuls.

Variés les services

Pour préserver leur clientèle, les

chaînes d'alimentation ont donc dû s'adapter à des consommateurs qui butinent d'un commerce à l'autre en réclamant nouveauté, variété et service personnalisé.

Les supermarchés traditionnels incluent donc de plus en plus des comptoirs spécialisés pour retenir des clients qui seraient tentés de se diriger vers des halles ou une petite boutique accueillante. Le petit épicer du coin doit aussi prévenir les coups en offrant la diversité que l'on retrouve dans les grandes surfaces. Au cours de la présente année, Métro-Richelieu, Provigo, Steinberg et IGA - Boniprix investiront des millions pour se refaire une image.

"L'uniformité nationale, source de succès durant les années '50, ne satisfait plus du tout le consommateur québécois et une entreprise doit élargir sa variété et diversifier son porte-feuille pour se maintenir", explique au SOLEIL M. Jean-Roch Vachon, vice-président exécutif, alimentation de détail chez Steinberg.

L'éventail des magasins de certaines chaînes est d'ailleurs significatif. Ainsi, au Québec, Steinberg possède 138 supermarchés traditionnels, 71 magasins dépanneurs "La Maisonnée", un Marché du Jour, un Cinq Saisons, quatre Jadis, un magasin "M" et bientôt des Price Club, qui jumellent produits ali-

mentaires et autres articles de consommation courante.

De son côté, Provigo est derrière 240 magasins portant la bannière Provigo, 290 Axxep, 269 Jovi, huit Héritage, un Maxi et 200 Provisoir.

Les parts de marché

Avec toute cette panoplie, les chaînes cherchent à conserver leur part du marché de l'alimentation.

Ces parts sont d'une importance primordiale, car un simple un pour 100 du marché représente \$75 millions.

Les dirigeants des entreprises trouvent cependant difficile de préciser leur position sur ce marché de \$8.4 milliards. Selon la Maison Geoffroy Leclerc, Provigo dominait le marché de la région de Québec en septembre 1985 avec 24.8 pour 100 du marché, suivi de Métro-Ri-

chelieu avec 24.1 pour 100. Avec 18.7 pour 100, Steinberg occupait la troisième place et Super Carnaval la quatrième avec 14.2 pour 100 du marché. IGA, avec une portion de 8.5 pour 100, se retrouvait au dernier rang. Les dirigeants des chaînes se situent généralement dans ce même classement.

Pour l'ensemble de la province, Provigo détient encore le premier rang avec 32 à 33 pour 100 du

marché, dit M. Jacques Lesage, vice-président aux ressources humaines et affaires publiques, chez Provigo. Pour sa part, le président directeur général de Super Carnaval, M. Michel Robin, se dit le plus petit au Québec avec 5 pour 100 du marché.

Lancées en 1983, les grandes surfaces de Super Carnaval ont vu leurs parts diminuées légèrement au cours des derniers mois de 1985.

Un problème de structure freine le développement de la pêche

◆ Le problème de croissance de l'industrie de la pêche au Québec ne peut être dissocié de la situation à laquelle fait face toute l'industrie de la pêche de l'Atlantique.

par Marc LESTAGE

De plus, selon une recherche de l'Association canadienne des pêcheurs, il n'est pas possible, non plus, d'expliquer les maux de cette industrie uniquement par des facteurs distincts, comme le bas prix du poisson, le taux d'intérêt élevé, le prix du pétrole, les salaires, les qu-

tas ou les politiques gouvernementales.

Bien que ces facteurs aient tous leur importance, c'est la structure même de l'industrie, "avec ses nombreuses usines et son caractère saisonnier" qui est responsable des problèmes fondamentaux qui freinent son développement, selon les banquiers.

L'industrie de la pêche est depuis toujours soumise à des cycles de six ou sept ans en moyenne. Or, la période de baisse enclenchée en 1980 a pris des proportions parce qu'en plus des facteurs habituels de décroissance cyclique (abondance des pêches, essoufflement de la consommation), l'industrie a été confrontée à une poussée des prix du pétrole et la montée des taux d'intérêts.

La crise a pris des proportions telles qu'en 1981, on a mobilisé la Commission Kirby pour s'intéresser au sort des pêcheurs.

C'est ce groupe qui a fixé la proportion des coûts d'exploitation auxquels sont généralement conf-

rontés les pêcheurs. On y apprend que le pétrole compte pour 25 pour 100 des frais d'opération. La main-d'œuvre directe ou indirecte représente un autre 25 pour 100.

Encourager la consommation

Finalement la Commission Kirby en est arrivée à la conclusion que "la vraie solution pour relever cette industrie serait d'inciter les gens à consommer plus de poisson".

Dès lors, la priorité, au Québec et ailleurs a été de veiller à la qualité du produit. Cela n'a pas été sans heurt. Reconstruire un réseau d'usines, équiper les pêcheurs de bateaux plus modernes, faire des offensives sur le marché de la consommation, tout cela coûte très cher.

Malgré tous ces nouveaux frais, la structure des prix payés aux pêcheurs n'a pas évolué très rapidement.

De fait, entre 1979 et 1984, selon la publication "Bluesheet", le registre du marché international du poisson, à Boston, le prix de la

morue en vrac a augmenté de 10 pour 100, celui du filet de morue de 14.4 pour 100, celui du sébaste de 5.7 pour 100 alors que le prix de la plie augmentait de 18.5 pour 100 durant ces 5 années.

C'est à ces prix, à toutes fins utiles, que les pêcheurs québécois sont soumis.

Ils en sont donc venus, eux aussi, à croire que c'est dans la reprise de la consommation que leur industrie retrouvera son souffle.

À défaut de pouvoir compter sur de meilleurs prix, les pêcheurs doivent souhaiter que leur produit se vende mieux. Les économies de volumes qui pourront ainsi être réalisées leur permettront peut-être de renflouer leur barque.

Mais cette révolution tarde à se manifester. Pourtant, les produits de la mer gagnent du terrain, auprès des consommateurs.

À titre d'exemple signalons qu'entre 1977 et 1981 la consommation de poisson augmentait de 6,9 à 7 kilos par personne au Canada.

Individuel! Pour tous!

SECUREER

Régime enregistré d'épargne-retraite sécuritaire

Termes de 1 à 10 ans

Intérêt garanti jusqu'à **10.55%**

Intérêt composé sur demande

Renseignez-vous davantage! Demandez notre brochure SECUREER.

Les bureaux de notre siège social seront ouverts jusqu'à 21h, du 24 au 28 fév. et de 9h à 17h, samedi le 1er mars.

• Dépôt à compter de 200\$

• Aucuns frais d'aucune nature.

• Aucune obligation de souscrire à chaque année.

• Aucuns frais de conversion lors de l'achat d'une rente.

• Inaliénable

SSQ Mutuelle d'assurance-groupe

SIÈGE SOCIAL: 2525, boul. Laurier, Sainte-Foy, Qué. G1V 4H6 Tél. 651-7000

SUCCURSALES: Québec 659-4363, Montréal-Centre 285-8880, Montréal-Est 521-7365

Mettez-vous à l'heure de l'informatique avec

ZENITH

data systems

La génération d'ordinateurs la plus avancée et perfectionnée qui soit.

INCROYABLE!

1 995\$ Z-148 PC

FINANCEMENT SUR PLACE

- Compatible IBM PC
- 256 k
- 8088 5 mHz/8 mHz
- Sortie série parallèle
- Vidéo composite et RGB
- Supporte chips mémoire 256 k
- MS DOS 2.11
- Moniteur en sus

3 395\$

FINANCEMENT SUR PLACE

UNE OCCASION À NE PAS MANQUER

Centre d'ordinateurs **MICRO SELECT inc.**

6780, 1^{re} Avenue, Suite 150, Charlevoix, QC

622-9000

VENTE — LOCATION — SERVICE — APPRENTISSAGE

PRENEZ NOTE DE NOTRE NOUVELLE ADRESSE

122, route Kennedy, Lévis

Nous sommes maintenant installés dans nos nouveaux locaux, beaucoup plus adéquats afin de vous mieux servir... mais nos prix restent les mêmes, toujours aussi avantageux!

TOUJOURS PRECURSEUR DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATIQUE, MICRO-CONTACT VOUS OFFRE SUR PLACE, A DES PRIX INCROYABLES

- MAC 128K - 512K
- 1 Meg - 1.5 Meg - 2 Meg
- Image Writer II
- Lecteurs de disques supplémentaires

PLUS DE 40 machines disponibles jusqu'à écoulement des stocks.

Le plus grand distributeur autorisé

apple A QUÉBEC

Macintosh

Venez voir le Macintosh, c'est l'ordinateur individuel le plus puissant au monde. Son apprentissage ne prend que quelques heures et non plusieurs semaines. Avec son large éventail de logiciels et sa mémoire de 512K, il deviendra rapidement votre bras droit, à la maison ou au bureau.

apple Distributeur autorisé

micro-contact

ANALYSE APPROFONDIE DE VOS BESOINS EN MICRO-INFORMATIQUE. PAR DES EXPERTS

122, route Kennedy, Lévis (en face de G. Lebeau) 835-1444

881, boul. Laure, suite 11, Sept-Îles G4R 1X3

ADRESSES DES SUCCURSALES

Édifice Turf Royal 1122, chemin St-Louis, Ste-Foy, Québec G1S 1E5 (418) 681-7241

La Carabane 1874, d'Estimarienne, Québec, Qué. G1Z 5B1 (418) 681-7241

Place Laurier 2700, boulevard Laurier, Ste-Foy, Québec G1V 2J8 (418) 658-1013

Partenaire de votre avenir

TRUST ROYAL

Les sociétés de l'Etat québécois

"Du meilleur et du pire" en impact économique

◆ Le gouvernement québécois a investi au fil des ans la coquette somme de \$7 milliards dans ses entreprises à vocation économique, au nombre de 22.

par Hélène BARIL

Et à la fin du dernier exercice financier, le 31 mars, ces 22 entreprises avaient accumulé des excédents de \$1.2 milliard, ce qui bonifie d'autant les placements du gouvernement, à \$8.2 milliards.

Toutefois, si on retranche de la liste Hydro-Québec à cause de sa

nature particulière de monopole de service essentiel, le portrait change, et radicalement.

Les 21 autres entreprises, dans lesquelles \$2.6 milliards ont été investis, ne valent maintenant plus que \$1.7 milliard pour une perte globale de \$900 millions sur l'investissement total.

Ces chiffres, qui ne tiennent évidemment pas compte des retombées positives ou négatives des sociétés d'Etat dans l'économie du Québec, ont été tirés du dernier rapport annuel du vérificateur général de la province.

Le portrait

Le dernier portrait des finances publiques tracé par M. Rhéal Châtelain revêt une importance particulière étant donné l'arrivée d'un nouveau gouvernement qui entend "faire le ménage" dans les sociétés d'Etat.

Ainsi, le nouveau ministre délégué à la Privatisation, M. Pierre Fortier, s'est donné une liste de priorités (modifiable sans préavis), sur laquelle figurent des sociétés rentables, telles SOQUEM, SOQUIP ou REXFOR, et d'autres fort boiteuses, telles SIDBEC, la Société nationale de l'amiante (SNA) et la Raffinerie de sucre du Québec (RSQ).

Du meilleur...

Il a dans cette liste du meilleur et du pire. Ainsi, la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM) est la société d'Etat qui a connu le meilleur rendement depuis sa fondation. Par rapport à une mise de fonds de \$110.6 millions, elle a accumulé des excédents de \$41.9 millions.

L'autre bonne performance, la première en valeur absolue, est celle de la Société générale de fi-

nancement. Après des débuts difficiles, la SGF présente un bilan positif de \$64.7 millions sur des mises de fonds totales de \$289.4 millions.

La liste des sept sociétés les plus rentables (voir tableau) exclut en plus d'Hydro, la Société des alcools et Loto-Québec puisque ces deux dernières sociétés ne sont en réalité que des machines à faire de l'argent. Ainsi, l'an dernier, ces deux vaches à lait ont versé ensemble \$592 millions en dividendes à l'Etat. Cette année, elles en verseront \$740 millions.

Pas étonnant donc que ni la Société des alcools ni Loto-Québec ne figurent parmi les priorités de privatisation du gouvernement libéral. La privatisation de la SAQ, dont le projet était pourtant fort avancé, a même été écarté complètement.

...et du pire

Championne toutes catégories des dettes, SIDBEC serait en faillite si elle n'était pas une société d'Etat. Avec un déficit accumulé de \$836.2 millions par rapport à une mise de fonds de \$652.8 millions, l'entreprise a en effet une valeur négative de \$183.3 millions. SIDBEC figure sur

la liste des priorités gouvernementales.

La Société nationale de l'amiante aussi, qui serait également en faillite si elle était une entreprise privée. Avec un déficit accumulé de \$136.5 millions pour seulement \$96.6 millions en fonds investis, la SNA pourrait coûter encore plus cher étant donné que le gouvernement québécois a toujours des engagements à respecter envers la compagnie nationalisée qui a donné naissance à la SNA, General Dynamics.

La Société de développement de la Baie James est tout juste au bord

du gouffre. Elle ne vaut plus que \$720,000 à cause de son déficit de \$59.2 millions sur des investissements de \$60 millions.

Cette société, dont on ne sait plus très bien l'utilité, devait être démantelée en 1984. Mais avec les projets hydro-électriques du premier ministre Robert Bourassa, elle pourrait se voir confier une nouvelle mission.

Quant aux deux canards boiteux suivants, la Société québécoise des transports et la Raffinerie de sucre du Québec, avec des déficits respectifs de \$35.5 et \$20.8 millions ils sont actuellement l'objet d'un examen minutieux.

Les plus rentables

	Investissement public	Excédents accumulés	Avoir du gouvernement
SGF	\$289.4 millions	\$64.7 millions	\$354.0 millions
SOQUEM	110.6	41.9	152.5
SDI	35.3	12.3	47.6
SOQUIP	203.9	10.7	214.6
REXFOR	79.4	9.9	89.4
SOQUIA	52.1	3.2	55.3
STQ	1.5	2.1	3.6

Source: Rapport à l'Assemblée nationale pour l'année financière terminée le 31 mars 1985, le vérificateur général du Québec.

Les plus déficitaires

	Investissement public	Déficit accumulé	Avoir du gouvernement
Sidbec	\$652.8 millions	\$836.2 millions	\$183.3 millions
SNA	\$96.6	\$136.5	\$39.9
SDBJ	\$60	\$59.2	\$720,000
SQT	\$42.2	\$35.5	\$6.7
RSQ	\$36	\$20.8	\$15.1
SIQ	\$602.6	\$13.7	\$588.8
Madépêche	\$13	\$3.5	\$9.5

La classe moyenne, la masse des travailleurs, est la grande perdante dans le contexte moderne de l'emploi

◆ Les changements technologiques, l'informatisation et la robotisation ont déjà commencé à faire sentir leurs effets dans le marché du travail. Même si les analystes n'ont pas encore tiré des conclusions précises, des tendances se dessinent et soulèvent bien des questions.

par Pierre PELCHAT

La classe moyenne des travailleurs, celle qui a été à la base de la stabilité économique et sociale des dernières années, pourrait être la grande perdante de la révolution technologique en cours depuis quelques années.

Dans un article publié dans la dernière édition du magazine "Canadian Business Review", le directeur des études sur le marché du travail au Conseil économique du

Canada, M. Keith Newton, constate que l'on assiste à une régression relative des revenus de la classe moyenne depuis plus de dix ans.

Selon une étude préliminaire du Conseil économique du Canada, les revenus de la classe moyenne se sont effrités entre 1971 et 1981. L'introduction des changements technologiques ne serait pas étrangère à ce phénomène par la disparition de certains emplois et leur substitution par d'autres.

M. Newton se demande si les nouvelles technologies ne vont pas engendrer une nouvelle forme de féodalité dans la main-d'oeuvre, c'est-à-dire si une nouvelle élite dirigeante possédant le savoir et le talent pour utiliser les nouveaux appareils ne contrôlera pas plus facilement le processus de production et par ricochet, la main-d'oeuvre de base.

Si cette hypothèse d'une polarisation de la structure de la main-d'oeuvre vers le haut et vers le bas devait se confirmer, M. Newton estime que cela entraînerait une nouvelle répartition de la richesse au détriment de la classe moyenne.

Nouveaux emplois

Comme pour appuyer cette thèse de l'effritement de la classe moyenne, on assiste depuis la crise économique du début des années 80 à une tertiarisation encore plus poussée de l'économie du Québec. On observe le même phénomène à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Des milliers de nouveaux emplois ont été créés dans le secteur des services alors que le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier a diminué au cours des trois dernières années.

Un économiste du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, M. Dang-Phuoc Nguyen, estime que cette tendance a été accentuée par la crise économique et que ce courant pourrait bien se poursuivre. "Au lieu de réengager des employés, bien des entreprises manufacturières ont préféré rationaliser leurs activités", a commenté, au SOLEIL, M. Nguyen.

Cette transformation de la structure de la main-d'oeuvre a sûrement eu des effets sur les revenus des travailleurs. Jusqu'à quel point? On ne peut le dire à cause du manque de données. On est à même de constater cependant que les emplois perdus dans le secteur de la fabrication étaient mieux rémunérés que les emplois créés dans le secteur des services. En plus, 40 pour 100 des nouveaux emplois créés en

1985 étaient des jobs à temps partiel.

Des mythes

Par ailleurs, il est faux de penser que les nouveaux emplois créés par les nouvelles technologies vont permettre de diminuer le chômage de façon appréciable.

Dans son exposé, M. Newton note que la croissance de l'emploi dans les secteurs de haute technologie a été plus forte que pour l'ensemble des emplois. De 1971 à 1981, le personnel des entreprises de haute technologie au Canada a progressé de 3.9 pour 100 annuellement par rapport à 3.1 pour 100 dans l'ensemble de l'économie.

La portée de ces données est toutefois atténuée lorsque l'on constate que les cinq secteurs de haute technologie où la croissance de l'emploi

a été la plus forte ne représentent ensemble que 1.1 pour 100 de tous les emplois au Canada en 1971. Selon le chercheur du Conseil économique du Canada, c'est avant tout la performance de l'économie en général qui pourra solutionner le problème du chômage que les emplois créés dans les seuls secteurs de haute technologie.

D'autre part, M. Newton relève que le simple fait de savoir utiliser la nouvelle technologie ne donne pas une garantie automatique d'avoir un emploi. Il note que la majorité des nouveaux emplois dans le futur ne demandera pas des connaissances scientifiques avancées et une formation poussée. Ce qui lui semble le plus important, c'est d'avoir la souplesse et la capacité d'adaptation pour faire face à cette mutation sans trop de douleurs.

SURPLUS D'INVENTAIRE

Machines à écrire



Séléctric II reconditionnées avec ruban correcteur.

695\$

Garantie de 1 an sur pièces et main-d'oeuvre.

EBQM

4100, 3e Avenue ouest
Charlesbourg - 628-8661
1-800-463-5042



notre REER

RENDEMENT ET SECURITÉ DE PREMIER ORDRE

PLACEMENT GARANTI	ÉPARGNE GARANTIE
<p>INTÉRÊTS REINVESTIS ANNUELLEMENT AUX TAUX EN VIGUEUR.</p> <p>10%</p> <p>32 MOIS</p>	<p>FACILEMENT ENCAISSABLE COMPOSÉ SEMI-ANNUELLEMENT. INTÉRÊTS CALCULÉS SUR LE SOLDE QUOTIDIEN DE FERMETURE.</p> <p>7%</p> <p>PAR ANNÉE</p>

AUCUNS FRAIS. LES TAUX PEUVENT CHANGER.

Fixez un rendez-vous à votre convenance pour discuter de vos besoins. Le café vous attend.

Québec: 1135, chemin Saint-Louis (418) 681-0277
Montréal: (514) 392-1880 • Sherbrooke: (819) 564-1880 • Ottawa: (613) 563-1880

Crédit Foncier

FIDUCIE CRÉDIT FONCIER

Institution inscrite Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Membre Société d'assurance-dépôts du Canada

L'ÉLECTRICITÉ

une force économique inépuisable



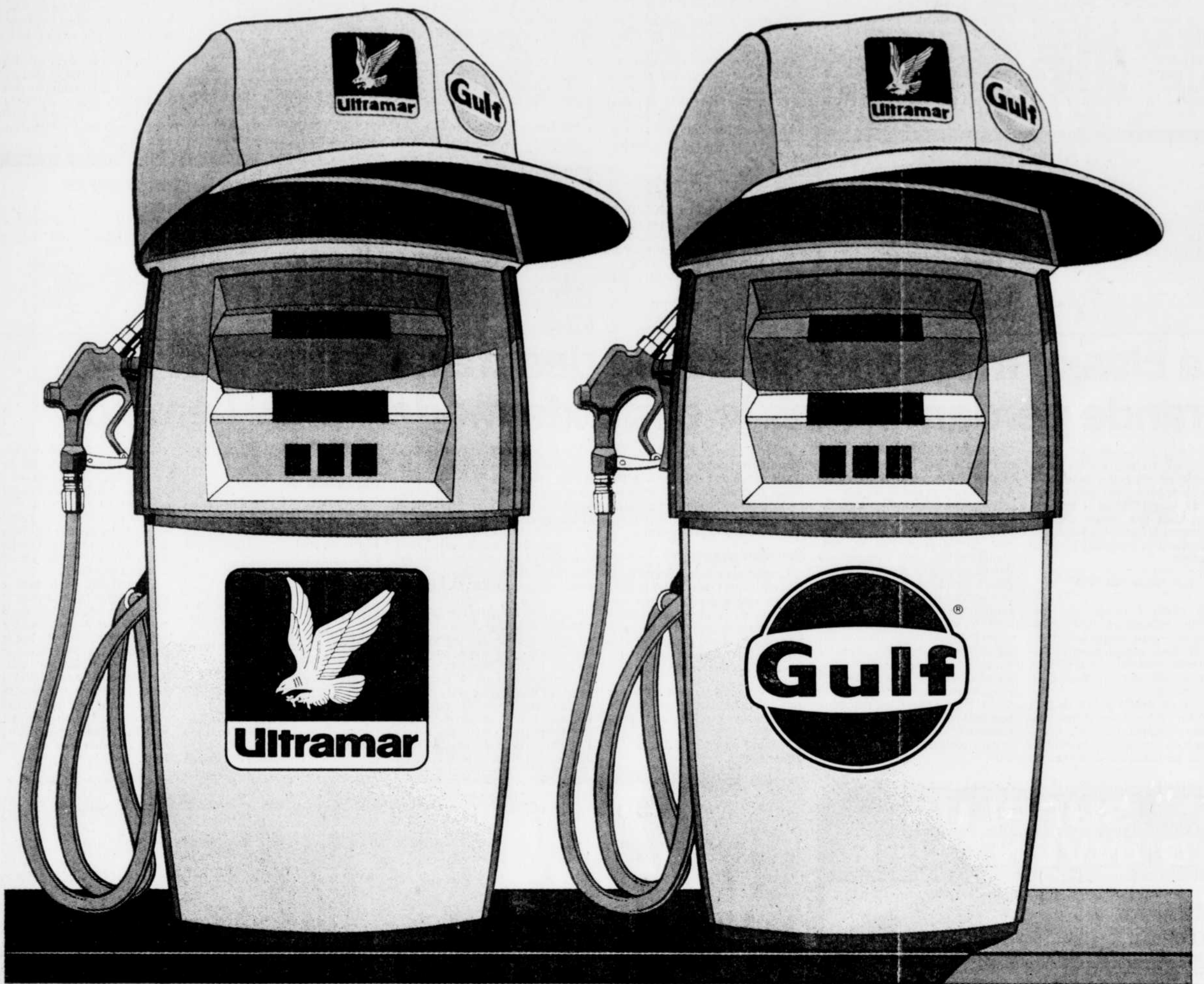

D'ici à 1987, Hydro-Québec prévoit effectuer des achats de biens et de services de près de 5 milliards de dollars, dont 75 % auprès de fournisseurs québécois. Ses activités contribueront également à soutenir chaque année environ 45 000 emplois directs et indirects et formeront plus de 5 % du produit intérieur brut du Québec.

Voilà ce que procure l'électrification

de l'énergie et du cœur

L'ÉLECTRIFICATION Hydro-Québec

Du service en double!



Le réseau Gulf fait maintenant partie de la grande famille Ultramar. Loin de vous faire perdre quoi que ce soit, cette heureuse association vous sert deux fois mieux encore.

Car désormais, plus de 1 500 stations-service dans l'Est du Canada vous offrent le service chaleureux et les produits de qualité qui ont permis aux experts Ultramar et Gulf de faire leur marque.

Au Québec, ce réseau est le mieux étendu qui soit.

De plus, vos cartes de crédit Ultramar ou Gulf sont les bienvenues dans toutes ces stations. Si ça clique entre les détaillants Ultramar et Gulf, il est normal que ça « clic-clic » pour vous.

Venez donc à votre station Ultramar ou Gulf faire le plein... de satisfaction!

Profitez de notre «*Bon-Célébration*»!

2

CONTENANTS DE
**LAVE-VITRE
GRATUITS**



Ce coupon vous donne droit à 2 contenants de 1 litre de lave-vitre avec tout achat de 25 litres et plus de carburant. Un seul coupon par plein de carburant. Aucune autre offre spéciale ne peut être jointe à cette promotion. Offre en vigueur jusqu'au 15 février 1986, ou jusqu'à épuisement des stocks, dans toutes les stations Ultramar, Gulf et Spur participantes au Québec.



**Ensemble, on met les bouchées doubles
pour mieux vous servir.**